

Droits. Justice. Action. Pour TOUTES les femmes et les filles

Déclaration à l'occasion de la Journée internationale des femmes 2026

**Par le groupe constitutif des femmes et des féministes de
l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté (GCAP)**

Nous sommes solidaires des femmes et des filles du monde entier qui sont confrontées à une violence croissante, à des inégalités grandissantes, à la discrimination fondée sur la caste et à la réduction des espaces pour s'exprimer. Les progrès obtenus de haute lutte s'effritent à mesure que le pouvoir se concentre entre les mains d'un petit nombre, que la misogynie se répand en ligne et dans la vie publique et que les gouvernements réduisent les financements consacrés à l'égalité des sexes, aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive (SRHR) et aux efforts visant à mettre fin à la violence sexiste (GBV).

Trente ans après la Déclaration et le Programme d'action de Beijing (Beijing+30), les progrès sont inégaux et menacés. De nombreux pays ont adopté des lois et fait des promesses sur le papier, mais celles-ci sont rarement appliquées et la justice fait souvent défaut aux survivantes. Les défenseuses des droits humains – notamment celles qui défendent les droits fonciers, celles qui recherchent leurs proches victimes de disparitions forcées – et les groupes féministes sont victimes de menaces, de harcèlement, de poursuites pénales, voire de meurtres ou de disparitions forcées, simplement parce qu'elles militent pour plus d'équité.

Aujourd'hui, le pouvoir, les inégalités, l'impunité, la hiérarchie des castes et la violence à l'égard des femmes se nourrissent mutuellement, comme l'illustrent des affaires internationales impliquant des réseaux d'élite. La violence sexiste augmente là où l'argent réduit les victimes au silence, où la corruption et l'influence protègent les agresseurs, où les discours haineux dépouillent les personnes de leur humanité et où les tribunaux sont affaiblis. La pauvreté, la traite des êtres humains, la guerre et les conflits, les économies ravagées par la guerre et la violence liée à la drogue transforment la vie des femmes en champs de bataille où règne une profonde injustice.

Les dirigeants autocratiques et les mouvements d'extrême droite accélèrent les attaques contre les droits des femmes. Lorsque la démocratie s'affaiblit, ce sont les femmes qui sont les plus durement touchées : l'organisation sociale est restreinte, les espaces civiques se réduisent et les services essentiels, notamment la santé, l'éducation et la protection sociale, perdent leur financement. Sans une démocratie forte, l'égalité des sexes ne peut prospérer. Soutenir les droits des femmes n'est pas une œuvre de charité, c'est essentiel pour des sociétés saines. Le soutien aux organisations féminines et féministes, déjà très faible, est encore réduit.

L'austérité et la dette ne touchent pas tout le monde de la même manière ; elles frappent plus durement les femmes. Ces politiques réduisent les services publics, alourdissent la charge de travail non rémunéré, aggravent les difficultés financières et augmentent les risques de violence et de détresse mentale (y compris les suicides). Les travailleurs domestiques, les aidants et les travailleurs informels qui font fonctionner l'économie ne bénéficient pas des protections fondamentales du travail ni des filets de sécurité. Il s'agit là d'une violence structurelle qui doit cesser.

Pour que le slogan « Pour TOUTES les femmes et les filles : droits, égalité, justice » devienne réalité, nous exhortons les gouvernements à :

1. Garantir la responsabilité en cas de violence à l'égard des femmes et des filles, mettre fin à l'impunité pour les violences sexistes grâce à des systèmes judiciaires indépendants, axés sur les survivantes, qui poursuivent tous les auteurs, y compris en s'attaquant à la discrimination fondée sur la caste, l'intouchabilité et les femmes et filles autochtones.
2. Préserver les espaces démocratiques en protégeant les défenseuses des droits humains, en levant les restrictions à la liberté d'expression et de réunion et en éradiquant la misogynie et la haine en ligne et dans la politique.
3. Rétablir et augmenter le financement de l'égalité des sexes, des droits sexuels et reproductifs et de la prévention de la violence sexiste, avec un soutien constant et flexible aux groupes de femmes et aux mouvements féministes.
4. Promouvoir un allègement équitable de la dette en allouant des financements publics suffisants et opportuns pour parvenir à l'égalité des sexes dans les domaines de la santé, de l'éducation, des soins et de la protection sociale, sans appliquer de mesures d'austérité qui porteraient atteinte à ces droits.

Nous exigeons :

1. Des réformes judiciaires qui donnent la priorité aux survivantes, éliminent les ingérences politiques et mettent fin aux grâces ou aux protections accordées aux agresseurs.
2. Des politiques visant à réduire les inégalités profondes, telles que des salaires décents, des droits du travail solides et des protections pour les travailleurs informels, domestiques et de soins.
3. La mise en place d'une protection sociale universelle fondée sur les droits, en tant qu'obligation de l'État — et non sous forme d'aides conditionnelles —, fondée sur la dignité, l'égalité et la redevabilité des pouvoirs publics. Concevoir des systèmes qui atteignent les travailleuses et travailleurs informels, les aidantes et aidants, les travailleuses et travailleurs domestiques, les veuves, les femmes marginalisées en raison de leur caste, les femmes handicapées et les femmes âgées.
4. Engager des fonds publics dans la protection sociale et les soins, en protégeant ces budgets des coupes budgétaires liées à l'austérité et à la dette.
5. Reconnaître pleinement le travail de soins non rémunéré comme un élément clé de l'économie, avec des investissements publics dans les systèmes de soins et le partage des responsabilités.

6. Des protections à vie qui prennent en compte les intersections telles que la classe sociale, la caste/l'intouchabilité, la race, la migration, le handicap, la diversité sexuelle et de genre, couvrant les pensions des femmes âgées, l'aide aux personnes handicapées, les droits des migrants et l'héritage et le logement des veuves.
7. Garantir la protection et le soutien des survivantes de violences sexuelles, de leurs familles et de leurs communautés. Lorsque des filles ou des femmes autochtones sont victimes de violences, garantir leur sécurité et leur justice est une responsabilité partagée qui ne doit pas être reportée.

Appel à l'action

Nous n'accepterons pas un monde où la violence, les inégalités et l'impunité sont considérées comme « normales ». À l'occasion de la Journée internationale des femmes 2026, nous exigeons des mesures audacieuses pour lutter contre le pouvoir incontrôlé, démanteler les discriminations fondées sur la caste et le genre, mettre fin à la violence alimentée par l'austérité et l'endettement, protéger les mouvements féministes et garantir une protection sociale universelle fondée sur les droits. Les promesses faites lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin doivent non seulement être tenues, mais elles doivent également être accélérées et alignées sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) afin de garantir qu'aucune femme ou fille ne soit laissée pour compte.

-